

COMPTE RENDU : COMITE CITOYEN DE L'ALIMENTATION #26

SAMEDI 14 DECEMBRE 2024

OBJECTIFS DE LA SEANCE

- Partager les **points d'informations**
- Transmission du travail sur la **gouvernance** fait en séance intermédiaire et prise de température
- Atelier sur le **modèle économique** de la caisse pour présenter les enjeux cotisations/allocations en vue de constituer un groupe de travail
- Atelier de **préparation de la mobilisation** des futur-es nouvelles/nouveaux expérimentateur·rices

POINTS D'INFO

- **Les prochains comités citoyens** seront les : 18 janvier, 15 février, 15 mars, 12 avril, 17 mai. **Attention, changement de lieu !** A compter du prochain comité citoyen (le 18 janvier) nous nous retrouverons dans la salle Vincent Scotto du club de l'âge d'or de Celleneuve, Rue Jacques Lemercier
- **Points d'actualité :**
 - o Mercosur - résumé de la situation actuelle par Pierre. La France doit trouver des alliés parmi d'autres pays pour faire pencher la balance de la négociation.
 - o Rencontre avec 2-3 producteurs sur les marchés de Celleneuve et des Aubes : retour positif sur la Mona qui ouvre à une nouvelle clientèle, envie de proposer cette possibilité sur d'autres marchés et envie d'avoir des outils d'information en direction des clients (manque de visibilité de la Mona, avoir flyers pédagogiques,...)
 - o Intervention à Lyon : événement Game-Jam avec objectif de créer 3 jeux autour de l'alimentation en 48h. Les 3 jeux sont en cours de finalisation et seront présentés le 30 janvier à Lyon et ensuite à Montpellier.
 - o Intervention à Perpignan : rencontre le groupe Vyv (réunion de 4 mutuelles : MNT, MGEN, mmg et Harmonie Mutuelle) pour une présentation des caisses alimentaires. Retour positif des mutuelles mais il faut être vigilant sur les mutuelles qui se substituent de plus en plus à la sécurité sociale et dont le fonctionnement est parfois contestable. (NB : ne pas faire l'amalgame entre mutuelles et complémentaires santé). Travail à faire là-dessus avec le Comité Citoyen.
 - o Présentation de la caisse à des étudiants, interview pour Que Choisir, présentation de la caisse à un événement organisé par l'école IRTS de Perpignan (métiers du travail social) sur le lien entre le milieu du social et les questions environnementales
 - o Articles dans le journal des Biocoops et dossier sur la SSA dans la revue Silence.
 - o Rencontres inter-caisses à Arcachon :
 - 1er jour : échanges sur les aspects concrets de fonctionnement des caisses
 - 2ème jour : présentation des caisses de Gironde et difficultés rencontrées (taux de cotisation notamment)
 - Rédaction d'un manifeste en cours.

- Prochain RDV à Cadenet en mars/avril 2025. Ce travail inter-caisse fait l'objet d'un financement sur un an (pilotage Vrac et CIVAM nationaux). Il n'est pas antagoniste avec le collectif SSA.
 - Séminaire de la Caisse (bilan de la recherche action) le 4 décembre 2024 : près de 300 personnes en présentiel + 180 personnes en ligne (un replay va être mis en ligne). Matinée consacrée aux travaux de recherche avec beaucoup d'échanges et d'émotions. Après-midi travail en groupes sur les aspects pratiques de fonctionnement des caisses.
 - Un film notamment sur la caisse a été réalisé par France 3 Occitanie et sera projeté en janvier. Projection à Montpellier le 21 janvier, lieu à venir.
- Contact à renouer avec le Secours Populaire au niveau local et plus globalement créer un groupe de travail sur les liens avec les associations locales qui travaillent sur l'alimentation et la précarité alimentaire. *Paule et Samira* sont motivées pour participer à un groupe pour réfléchir au lien avec les associations d'aide alimentaire
- Conventionnement :
 - Validation du conventionnement de la Ferme Pelardon des Garrigues (100 chèvres en AB et essentiellement en vente directe)
 - Il faut remettre en route le conventionnement des agriculteurs du marché Agropolis.
 - Etat des lieux du conventionnement en cours pour le projet d'épicerie aux Hauts de Massane, Hauts Val & Co dans le cadre du projet Territoire Zéro chômeur de longue durée. 45 m² de surface de vente avec des rayons frais, sec et produits quotidiens. Lien avec Vrac, des producteurs locaux et aussi la Cagette pour les aspects gestion du magasin. Projet pas encore assez avancé mais à revoir après ouverture (janvier ou février 25) pour conventionnement. (Projet d'épicerie intégré dans Terrasol, appel d'offre fait pour les approvisionnements)
 - Plus globalement il faut redynamiser le volet conventionnement et commencer par une analyse de l'historique. Des impacts très différents entre commerces et producteurs, pas de coût de conventionnement pour les producteurs... Ce sujet doit et va faire l'objet de comités citoyens à venir.
- Questionnaire sur le renouvellement du comité citoyen : *Hélène, Julie, Laure, Orane* travaillent à sa finalisation fin d'année pour envoi

LES GRANDS SUJETS EN TRAVAIL

ATELIER SUR LA GOUVERNANCE

Objectif de l'atelier : restituer le travail de la séance intermédiaire du 28/11 et faire une prise de température pour la prochaine séance intermédiaire sur le sujet

Document ressource : le [compte-rendu de la séance intermédiaire du 26/11/2024](https://urlr.me/XnaRPg) (lien : <https://urlr.me/XnaRPg>)

1. La présentation du sujet par Paul, Julie, Gabin et Cécilia

Rappel de l'historique : l'asso a été créée en avril 2024, en priorité pour recevoir les financements Terrasol. Les statuts ont été rédigés pour être larges, avec un CA minimal (2 personnes de VRAC et 2 personnes d'U FR Civam), ils doivent être retravaillés.

L'intention lors de la rédaction de ces statuts était que la réflexion soit travaillée a posteriori dans les différentes instances pour trouver une gouvernance fonctionnelle. Il faut que ses réflexions de gouvernance aient aboutit au 1er avril 2025, date d'AG pour l'association à laquelle se fera la révision des statuts. Le travail fait au cours de la séance intermédiaire est toujours en cours et il est encore possible de le rejoindre.

Les 1ères discussions en plénière démontrent qu'on ne sait pas par où prendre la question entre : quels sont les enjeux et les tâches à réaliser ? et en fonction qui décide ? ou bien on part des instances existantes, est-ce qu'on les fait évoluer ?

Il a fallu décider « arbitrairement » par quel bout prendre les choses. En partant du constat que quoi qu'il en soit l'asso existe, porte le budget, et assume la fonction employeur des salariés.

Deux pistes de réflexion :

- L'asso devient centrale, englobe les différentes instances qui existent aujourd'hui. La structure juridique reflète comment s'organise le pouvoir.
- ou une asso outil cantonnée à une fonction technique au service d'une gouvernance qui reste informelle (comme celle qui existe aujourd'hui). L'asso ne reflète pas l'organisation du pouvoir.

Si c'est une asso centrale, il faut en choisir le mode d'organisation (CA-bureau classique mais non obligatoire ; ou avec des collègues différents qui ont des voix plus ou moins prépondérantes ; ou en commission thématique avec des mandats par objet).

Si c'est une asso technique : quel est son périmètre ? qu'est ce qui relève de la gouvernance informelle ? Ce qui a très bien fonctionné est qu'il y avait beaucoup de temps, un comité d'animation qui soutient... comment on continue à avoir un cadre conforme à nos attentes ?

Dans tous les cas : qui est membre, quelles sont les instances de décision, les instances de travail ?

Le travail sur ces deux scénarios n'est pas terminé, l'objectif est de les faire aboutir pour identifier leurs avantages et leurs inconvénients pour pouvoir faire un choix.

Questions :

- Pourquoi ne pas soumettre au vote du comité citoyen ?
- Regarder ce que ces deux scénarios ont à offrir et chercher un compromis ?
- Marco : ce sont deux scénarios très contrastés

Restitution des scénarios travaillés en sous-groupes :

Association outil :

Fonctions obligatoires :

- gestion comptable et technique (facturation, encaissement, versement des allocations)
- fonction employeurs (droit du travail)
- cocontractant pour tous les contrats (bail des bureaux, assurance...)
- aspects réglementaires

L'asso exécute les décisions prises dans les instances

- nécessite de vérifier la faisabilité juridique est les questions de responsabilité
- nécessite un schéma très clair de décision, transmission, et comment on assure la réactivité
- en tant que garante du budget, comment elle alerte ou met un droit de veto aux décisions qui pourraient le mettre en risque ?

Depuis deux ans les instances fonctionnent, on peut les conserver en améliorant certains points ; proposition d'un schéma de décision fondé sur les instances existantes (les deux instances démocratiques centrales étant le comité citoyen et le collectif de coopération).

Avantages – inconvénients :

- Davantage de liberté dans la construction de la gouvernance (pas enfermés dans les statuts)
- Satisfaction de l'organisation existante > on ne la perd pas
- Faisabilité légale à vérifier
- Process à établir pour vérifier que cela peut être opérationnel
- N'améliore pas la question de la légitimité
- Ne remédie pas à la question du détachement entre ceux qui décident et ceux qui assurent la gestion.

Questions du groupe

- Exemples de tel fonctionnement ? > le collectif SSA
- Avec la multiplication des participants, comment éviter la dilution de l'information > c'est une question de fond mais qui ne dépend pas du schéma choisi pour la gouvernance
- Qui tient les finances et qui tient les salariés tient l'association. C'est important de pouvoir relier tout ce qui existe dans une seule structure, pour voir où et comment se négocient les rapports de pouvoir.
- Question sous-jacente : la question de la représentativité ou de la démocratie directe complète ; avec les avantages et les inconvénients de chacun. Question à débattre avant la forme même que l'asso peut prendre

Asso-centrale > idée = réunir toutes les instances au sein de l'asso

Permet d'avoir une parole unie et qui pèse ; crée une voix commune qui est la même

Donne une reconnaissance nationale en lien avec Terrasol ; mais peut faire perdre un espace de créativité pour le comité citoyen

Pose un cadre en donnant à voir où sont prises les décisions ; le risque de l'informel est que parfois on ne sait plus comment circule l'info et où sont les décisions

Ouverture au grand public de l'asso : permet de montrer l'intérêt que des non-expérimentateurs ont pour l'expérimentation, et de montrer son soutien

Attention aux écueils classiques de la gouvernance ; crainte de la prise de pouvoir des salariés, ou de rapports de pouvoir interpersonnels

Avantage : pose un cadre sur les fonctions légales et comptables ou fiscales (valable pour les deux)

Discussion comment on capitalise pour que ça ne s'épuise pas.

Aujourd'hui il y a moins de moyen, la durée s'allonge, on n'est plus sur le même enjeu.

Les salariés ont servi de garde-fou pour l'indépendance du comité citoyen.

Questions du groupe :

- Clarifier dans le collectif de coopération qui représente chacune des structures (salariés, membre du CA, adhérent...)
- Comment fait-on redescendre la démocratie dans chacune des associations
- Pas possible d'avoir les collègues avec le scénario asso-outil ? > Cela pose la question de la représentation de ces collègues : nombre de sièges par collègue. Une primauté du comité citoyen par le nombre de sièges. Ce ne serait pas une asso avec CA, président, etc.
- Pour moi dans tous les cas ces questions se posent, c'est juste que les délais et formalisations ne sont pas les mêmes. Pour moi avoir un outil juridique bien structuré ne peut que nous aider.

Proposition : conserver le même groupe de travail (avec qqes nouveaux qui voudraient s'adjoindre) ! pour poursuivre et aborder la question de l'organisation interne pour la suite.

(+ de détails dans le [CR de la séance intermédiaire](#))

2. Réactions Groupe 1

- 💬 Si on fait différents collèges, il risque d'y avoir des conflits d'intérêts massifs. Proposition : 3 collèges diversifiés, composés des différents types d'acteurs ?
- 💬 A noter que les gens d'un collège n'ont pas les positions communes forcément
- 💬 Le but des collèges c'est aussi qu'il exprime les dissensus. Permet de voir des conflits
- 💬 Est-ce qu'on ne pourrait pas partir des tâches vraiment concrètes qui sont importantes et que l'on mette au travail ?
- 💬 Pourquoi on a besoin de travailler différemment aujourd'hui ?
- 💬 Je pense que si l'on veut grandir il faut aller vers une forme juridique. Le comité citoyen m'a réconcilié avec la démocratie, avant je pensais que la technocratie marchait. Le comité citoyen c'est une richesse, la question c'est comment on garde cette richesse tout en changeant de statut et en grandissant ? Pas sûr qu'il y ait une seule solution et bonne réponse ?
- 💬 Pour y voir plus clair, lister les besoins qu'on a ? Il y a un besoin d'être crédible face à des institutions. On veut garder notre richesse démocratique, donc pas des statuts trop rigides.
- 💬 Moi d'accord pour gagner en crédibilité. Mais sans forme juridique on a réussi à atteindre pleins d'acteurs, institutions. Aussi, peut être que ça peut faire peur à des gens d'intégrer une asso plutôt qu'un comité citoyen ?
- 💬 Un autre problème : avoir une parole commune, lié à la question de la crédibilité
- 💬 Je trouve que l'idée d'avoir un objet central permet à des gens partant (notamment du comité citoyen) d'avoir le moyen de continuer à s'investir
- 💬 Il me semble que plus il y a de cadres moins il y a d'acteurs. Si on choisit l'asso centrale, ça veut dire un peu moins de souplesse. C'est peut-être trop tôt pour prendre une décision ? Tu parlais que la démocratie te porte, c'est peut-être justement parce qu'il n'y a pas de cadre. On est obligé de faire l'exercice de dire "je participe à un collectif compliqué", c'est de la dentelle
- 💬 D'accord, mais il y a besoin de consolider le cadre sur les décisions administratives qui ont des conséquences politiques. Il faut une imbrication plus forte avec le collectif de coopération etc., et d'autres formes de dialogue.
- 💬 Ce qui me paraît important c'est vraiment le CC. C'est vrai que les gens en face aiment bien avoir quelqu'un d'identifiable, le CC amène que tout le monde peut y aller. Pour moi l'enjeu c'est comment on peut intégrer les producteurs dans le CC. C'est important, surtout quand on voit comment ça se passe avec la démocratie aujourd'hui.
- 💬 Je ne sais pas si la forme asso va permettre de mieux intégrer les producteurs, le facteur limitant étant le temps. C'est plus comment aller vers eux et faire en sorte de les intégrer.
- 💬 Le cadre juridique d'une asso ne vise pas forcément à faire rentrer plus de gens. Il sert à avoir plus de pouvoir d'agir. Le fait d'avoir un cadre structuré permet d'agir sur d'autres cadres structurés. En dehors de ça je ne vois pas d'autres utilités du cadre juridique. Et pour encadrer les producteurs, ce n'est pas juste une question de temps mais une question de philosophie. Pour eux voir un intérêt dans notre projet, c'est éloigné de leur culture. Il va y avoir un très long travail d'acculturation. Réussir à avoir des producteurs avec nous c'est plusieurs années
- 💬 Je parlais des producteurs déjà conventionnés

3. Réactions Groupe 2

- 💬 Aller vers la simplicité ; faire perdurer le comité citoyen ; mais il faut qu'il y ait des responsabilités > plutôt asso-centrale
- 💬 J'aime bien les collègues et les infos qui circulent, avec nécessité de se spécialiser > plutôt asso centrale
- 💬 Peut-on passer d'un modèle à l'autre ? Crainte d'une asso-outil où les salariés prendraient le pouvoir ; dans ce cas on pourrait difficilement revenir en arrière.
- 💬 Que le comité scientifique puisse avoir un droit de parole voire de décision, puisqu'ils traitent des données ils ont des choses à apporter > à ce stade pas d'avis
- 💬 Piège = trop se focaliser sur l'importance des statuts ; il y a des assos très démocratiques ou très pyramidales selon les intentions dans lesquelles l'asso a été construite ; Ce qui est déterminant est le fonctionnement de chaque instance > partir de l'existant, donc le plus proche serait l'asso-outil ; à long terme pourrait être utile et intéressant pour la clarification des prises de pouvoir d'avoir une asso plus structurante

NB : rappel que la situation actuelle est problématique (avec un CA qui ne prend pas de décision mais est responsable)

- 💬 Obligation de résultat ; il faut cultiver le sentiment d'appartenance des expérimentateurs, se sentir toujours partie prenante > pas d'avis entre les deux options.

Impliquer davantage les nourrisseurs et qu'ils aient plus de poids dans le process

- 💬 Asso centrale à collègues. La pondération des collègues permet de continuer à avoir une gouvernance politique, et de préserver la ligne politique de l'asso. Plus difficile avec une asso outil. La question de fond est celle de la représentation et du mandat.

ATELIER SUR LE MODELE ECONOMIQUE DE LA CAISSE POUR LES ALLOCATIONS A 4 TRANCHES

Objectif de l'atelier : monter un groupe de travail sur le modèle économique. Pour cela, l'atelier vise à représenter et reclarifier les grands enjeux de budget pour le passage à 4 tranches d'allocation.

Les 3 enjeux sur lequel le futur Groupe de Travail travaillera seront les suivants :

- Comment on suit le budget ? (Quels indicateurs on met en place ? Comment en fait-on le suivi ?
- Quelle stratégie met-on en place ?
- Si on n'arrive pas à tenir le budget avec les nouvelles 4 tranches d'allocation (= si déficit), qu'est-ce qu'on fait et qu'est-ce que ça implique ?

1. La présentation du sujet par Charles et Manu

Éléments de budget :

Voir [ici les schémas du suivi des cotisations](#).

La moyenne des cotisations est de 52€ ces derniers mois. En novembre il y a eu 279 cotisants. Il y a différentes manières de regarder la moyenne des cotisations. Si on regarde uniquement les personnes

rentrées par tirage au sort, la moyenne de cotisation est de 60€. Volonté politique de la caisse d'aller vers des personnes en situation de grande précarité, notamment par les partenaires sociaux.

Depuis le début de l'expérimentation en janvier 2023 : 5246 allocations ont été versées, soit 524 600 Mona. Les allocations sont versées en partie grâce aux cotisations citoyennes et en partie grâce aux subventions consommées pour compléter.

Impact du prélèvement automatique mis en place dernièrement : actuellement environ 35 personnes sont engagées sur des prochaines échéances, autant des sur-cotisants que des sous-cotisants. Ça n'a pas d'impact sur le niveau de cotisation.

Il faut notamment réfléchir si on conserve les mêmes indicateurs de suivi.

Un des enjeux est de constituer un T qui va construire le tableau de suivi, et une stratégie pour maintenir l'objectif de 50 % de cotisations.

Beaucoup de paramètres vont changer en phase 2 (allocations modifiées, facteurs politiques, facteurs techniques, mode de financement...) donc on ne peut pas s'appuyer sur la modélisation de la phase 1.

Pour rappel, pour financer les allocations, la Banque des Territoires s'est engagée à apporter l'égal de ce qui a été trouvé ailleurs (par les cotisations, voire par les cotisations + d'autres sources de financement). Les 50 % sont les hypothèses prises dans Terrasol, sur la base de la phase 1 donc une allocation de 100 Mona.

Le changement de mode de financement comparé à la phase 1 modifie la vision de comment on finance la Caisse. Cela génère une petite crainte : si le montant des cotisations baisse et passe par exemple à 45% d'autofinancement pour les allocations, la Banque des Territoires donnera également 45%, ce qui constituera un manque à compléter de 10% de budget. Il faut donc réfléchir à comment assurer une sécurité financière sur le financement des allocations. L'indicateur rétrospectif n'est pas assez fin et est trop tardif pour permettre la gestion du budget.

==> Il faut définir des stratégies pour compléter les éventuels « manques » de cotisation (par rapport aux (50 % visés) : quelles sont les autres sources de financement ?

Un autre élément important : il faut (ré)informer clairement les anciens et nouveaux expérimentateurs de ces enjeux, pour responsabiliser tous les cotisants.

Idee : afficher une « jauge » dans l'appli pour savoir où on en est des niveaux de cotisation et permettre aux gens de réagir en fonction. > possibilité de donner à voir des extraits du tableau de bord qui va être constitué par l'équipe salariée.

On a perdu 9 points de cotisation avec les partenaires. Aujourd'hui, avec 53 % de cotisation, on se rapproche de la zone de risque. Or il faudrait passer à 128€ d'allocation moyenne avec le nouveau système prenant en compte la composition du foyer (100/150/180/220 ; appliqué à l'échantillon) pour atteindre les 50% d'autofinancement des allocations par les cotisations ; ce qui génère un risque de passer en dessous de la moyenne actuelle de cotisation.

Dans la pratique avec la Banque des Territoires (BDT) : chaque mois, on reçoit un acompte de 50 %, et chaque mois on va déclarer à la BDT (via le FR CIVAM) ce qui a été vraiment cotisé. Si ce qu'on déclare

équivalent à moins de 50% des allocations, il faudra soit rendre la différence soit obtenir plus en ajustant (avec un fonds de caisse ? Avec d'autres financements ? ...?). Il y a donc un enjeu à modéliser le budget à moyen/long terme en créant des réserves pour se donner un peu de marge (garder des restes de subvention de fondation s'il y en a ? ou en chercher ?).

Si on est au-dessus parfois ça peut rééquilibrer les mois où on est en dessous ; une vision à moyen/long terme peut être plus sécurisante.

> *idée* de créer un « fonds de caisse », dont le suivi sera peut-être plus intéressant comme indicateur.

2. Réactions

Apport de l'expérimentation de Gironde : le 60 % de Montpellier a inspiré la Caisse de Gironde qui a basé son fonctionnement sur 40 % d'autofinancement par les cotisations. Or en réalité ils n'atteignent que 27 %.

On constate que la valeur moyenne de cotisation est identique (environ 60€). Ce qui détermine la part de cotisation n'est pas seulement le niveau de cotisation, mais aussi le montant des allocations (plus de deux fois plus élevé) en Gironde.

La règle d'autodétermination semble amener à une moyenne de cotisation de 60€, quel que soit le niveau d'allocation. Les premiers résultats à Toulouse semblent le confirmer cette hypothèse girondine. L'évolution des montants d'allocation déterminent donc finalement le % de cotisation. En conséquence, l'expérimentation de Gironde envisage de re-réfléchir la grille d'autodétermination.

Remarques

- On cotise en fonction de ses moyens ; même si on reçoit davantage on n'a pas forcément plus de moyens pour cotiser.

- Le coût de la vie augmente ; voir comment ne pas mettre les expérimentateur·rices en difficulté

- Proposition : augmenter la cotisation minimum ?

- Proposition : prévoir une re-détermination de la cotisation à dates anniversaires (tous les 3 mois par exemple) ? Avec des infos sur les enjeux à intervalle régulier.

🗨️ si je comprends bien on est à 50-50 dans la caisse, ça correspond aux objectifs qu'on s'était donnés ?

Marco : il n'y avait pas d'objectifs. Terrasol : objectif politique, maintenir 50-50 (cotisation-subvention)

🗨️ par rapport à ceux qui ne cotisent pas, quels sont les types de personnes ?

Charles : Un expé en moyenne cotise 3 mois sur 4, pareil en Gironde.

Manu : En phase 2 les règles du jeu sont différentes :

- Modes d'allocation différents (4 allocations selon la composition du foyer)
- Ce n'est plus l'association Graine qui est gestionnaire mais l'association Caisse alimentaire commune
- Phase 1 : il n'y avait pas de prévisionnel ; phase 2 : il y a l'enjeu de 50% (cotisation) – 50% (Terrasol).

Marco : au bout de 2 ans on doit apporter des éléments sur le modèle économique à péreniser à partir de 2029.

🗨️ du coup c'est uniquement pour le financement de la caisse, mais dans terrasol d'autres objets sont financés ?

Marco : Terrasol c'est un projet avec 12 fiches action. Et dans le budget caisse, il y a le budget MonA et le budget fonctionnement. Là on travaille sur le budget MonA.

💬 on a commencé l'expé dans un cadre hyper libre. Et là on passe dans des discussions très techniques mais brutales. Enjeu de discuter la dimension politique du poids de la cotisation vs état.

💬 il me semblait que dans un foyer plus nombreux il faudrait cotiser plus

Charles : effectivement, une autre grille d'autoévaluation est en cours.

💬 le gros du travail ce sera sur les 280 qui cotisent déjà. Ce sera peut-être compliqué de changer leur niveau de cotisation.

Charles : L'enjeu est que ces personnes se mettent à jour pour éviter de rester bloquer à 100€ malgré la composition du foyer

Discussion sur la contrainte 50-50

💬 moi je ne suis pas choqué. Par contre question : la banque de territoires ne donnera jamais plus de 50 ?

Marco : le fait d'avoir un cadre fort 50-50 impliquant un financement d'état : c'est un nouveau cadre très fort avec dimension politique. Est ce qu'on a envie de montrer que l'État a intérêt de s'impliquer ?

💬 je trouve que c'est un cadre qui crée de la stimulation

💬 Marco tu disais, si on n'arrive pas à remplir ces objectifs on serait obligé de stopper ?

Marco : Ça dépend des autres stratégies de financement.

3. Volontaires pour faire partie du groupe budget :

Samira, Cecilia, Pierre, Pascal, Sophie S, Bea, Sophie V, Sophie Martin, Paul, Gabin

Il y a encore possibilité de se rajouter, le sondage pour la première réunion du groupe de travail est ici

: <https://framadate.org/iHlIKkcG8nFCke38>

ATELIER SUR LA STRATEGIE POUR LE RECRUTEMENT DE NOUVELLES/NOUVEAUX EXPERIMENTATEURICES

Objectif : Repartir des idées qui ont émergé au dernier comité et réfléchir de manière opérationnelle à comment on mobilise par zone géographique (Grabels, Aubes, tous quartiers)

1. Table Grabels

GRABELS Recrutement ≈ 100 personnes, d'ici mai - avr. 2025.
Viser : le centre ville + la Vallée.

- * Info affichée sur panneaux mairie → comment informer sur démarche ?
 - ↳ Affichage : commerces, immeubles, affichage d'un événement
- * Tractage → Supermarchés, marchés, écoles, école de musique → Hélène
- * Assos :
 - Centre Gutenberg / Maison des jeunes → Hélène (début janvier)
 - la Cantina → Kibria
 - VRAC → Kibria
 - Centres sociaux
 - Réseau accueil personnes exilées → Hélène
 - Club équitat → Hélène
- * Se rendre à des événements existants (cf. mairie ?)
 - ↳ tractage.

↳ Affichage / Tractage / manifestations ?

Qui on cible ?

- Personnes âgées
- Personnes de statut de précarité. ⇒ Viser représentativité.
- Personnes étudiantes
- ...

Quelles acts / quand ?
PRISE CONTACTS :
- Mairie / Contact → Kibria décembre
- la Cantina

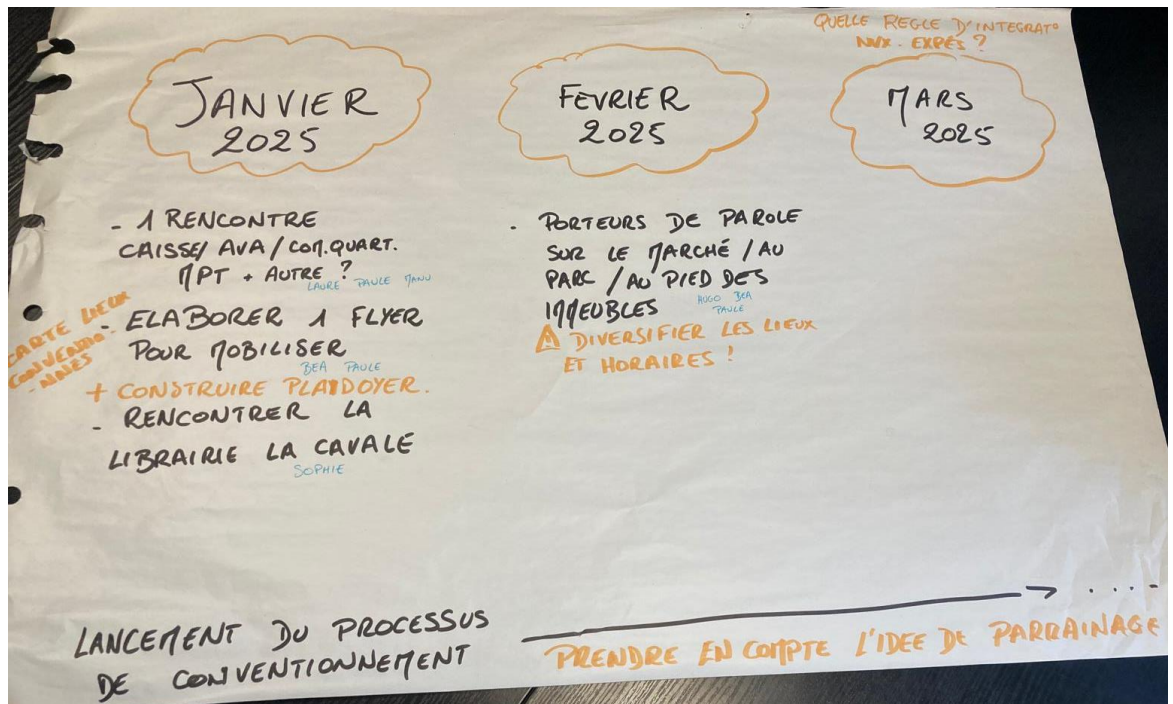
ÉVÈNEMENT(S) x 2 ? À ORGANISER
Février
Lieux : centre + la Vallée
Équipe : X
Quoi ? : projet film + repos / apéro (tractage) (après)

TRACTAGE / AFFICHAGE / CON' RADIO / TV
Janvier - Février
Lieux : @
Objectifs : invitations à l'événement + avis de recrutement

PRÉSENT-E-S :
Julie
Khoudia
Clotilde
Sophie V.
Odile
Hélène
Kibria
Lola

Radio :
Télé : Kalra TV (pallade)
Facebook : Grabels autrement
Newsletter : l'ouvain

2. Table Aubes



Idées d'actions :

- Flying dans boîte aux lettres
- Tracter devant le Lidl de la Pompignane
- Aller solliciter des structures ressources sur le quartier (Ariane avait beaucoup travaillé sur le quartier) : en discuter avec Ariane
- Faire lien avec le comité de quartier sur le quartier des Aubes (AVA, Association de la Vie des Aubes) (Laure en fait partie)
- Faire lien avec la Maison Pour Tous (MPT)
- Association Mamasound (bureau là-bas + Parc Rimbaud où ont lieu les concerts)

Prochaines actions définies :

- Laure + Manu : contacter AVA + MPT pour faire une réunion ensemble avec la Caisse
- Sophie contacte la Librairie collaborative La Cavale qui pourrait nous aider pour la communication

Brainstorming :

- Le problème vient des prix apparemment (d'après ce que disait Ariane) ?
- Le marché des Aubes est au pied des tours, il y a eu des travaux qui ont été fait mais sinon peu d'implications des gens du quartier
- Tout petit marché au milieu des HLM, les gens ne font pas leurs courses là bas
- Constat que les personnes du quartier ne savent pas forcément que ce marché existe. Marché assez isolé, peu visible.
- *Idée* : Le parc Rimbaud accueille de nombreuses associations. Il faudrait faire des ateliers, stands pour sensibiliser les gens.

- Gros point de vigilance : sur le marché des Aubes la fenêtre de tir est très courte (mercredi de 16h à 19h). Qu'est-ce qu'on va proposer comme environnement alimentaire aux futurs expérimentateurs de ce quartier ?
- Il y a un projet de récupération d'un local par AVA
- Sébastien a fait des travaux d'enquête pour la recherche pour voir les effets de la Caisse sur l'offre. Constat que l'enjeu de mobiliser dans les Aubes c'est aussi de soutenir ce marché. Ça pose la question de ce que le conventionnement doit soutenir.
- Peut-être que ce n'est pas forcément pertinent la recherche de 100 expérimentateurs dans le quartier des Aubes, on pourrait en avoir moins et en laisser plus pour les autres quartiers.
- Quartier sélectionné par rapport à la composition de ce quartier très mixte, non ? 100 c'est beaucoup mais c'est beaucoup même pour Grabels.
- Très intéressant d'aller dans un quartier plus mixte. Si on veut se donner les moyens là-dessus, il faut qu'on trouve les moyens de conventionner plus de choses sur un laps de temps plus court.
- Laure, habitante du quartier, dit qu'elle n'a jamais fait ses courses dans le quartier, en plus grosses concurrences car super U et Lidl à côté.
- Le manque de point de vente est déjà structurant et impactant.
- Il y a cet enjeu de créer de la mixité, on peut attraper des personnes aisées dans ce quartier également. Point de vigilance : ça prend beaucoup d'énergie d'aller mobiliser des gens, il faut que ce soit plus construit et pertinent.
- Proposition de ne pas revenir sur la racine de "pourquoi les Aubes ?". On part sur recruter 100 personnes. Aller mobiliser des gens etc. Puis on pourra voir plus tard qu'est-ce qui fonctionnait ou non.
- Le quartier des Aubes est très petit. On pourrait dire qu'on comprend Les Aubes + Pompignane + les Beaux-Arts ?
- Lister les associations qui sont dans le quartier, essayer de voir quel nombre d'étudiants, de gens aisé, etc. on veut dans ces 100
- Idée : Il faut réfléchir aux outils d'éducation populaire qui existe pour aller vers dans la rue. Il y a l'outil "porteur de parole" → On met une question dans l'espace public, l'idée c'est de récupérer les avis des gens et de les afficher. On peut créer du lien grâce à cet outil.
- La focalisation sur les marchés est antinomique avec ce que l'on recherche. Il faut qu'on soit vigilant sur ces questions.
- Idée : Ce serait intéressant d'avoir imprimé une carte des lieux conventionnés au moment où on discute avec des gens pour leur présenter le projet
- Idée : S'appuyer sur des expérimentateurices déjà sur place

3. Table tous quartiers

Pistes évoquées jusque-là :

- 🗨️ Etudiants : cibler étudiants parents (précarité + plus grande stabilité géographique). Prévoir une quinzaine de places « étudiants » en renouvelant au gré des départs/arrivées -> besoin d'être en lien avec une association étudiante type le SCUM
- 🗨️ Intégrer personnes déjà intéressées (50aines personnes)
- 🗨️ Toucher personnes plus aisées : Lion's club, Rotary club, club 7, école assumption
- 🗨️ Structures sociales, foyer jeunes travailleurs, CADA
- 🗨️ Entreprises cotisantes

Actions déjà identifiées :

- 🗨️ Pauline Petit fait partie du pôle Realys (hébergement entreprises ESS), peut faire des liens
- 🗨️ Pierre peut faire le lien avec son travail à la région Occitanie
- 🗨️ Clémence : peut en parler à la DRAAF
- 🗨️ Sofia : travail avec associations religieuses qui ont des conseils sociaux

Autres idées proposées :

- 🗨️ Intégrer producteurs conventionnés : mécanisme de solidarité supplémentaire. Permet de faire plus communauté avec eux, les rendre acteurs
- 🗨️ Est-ce qu'on se focalise sur la représentativité économique du panel de participants ?
- 🗨️ Ok pour faire rentrer les producteurs mais pourquoi rentreraient-ils par une autre voie ?
- 🗨️ Beaucoup de public en précarité, or besoin de garder de la représentativité pour être crédibles ? Sinon assimilation à une structure de soutien social
- 🗨️ Les producteurs font-ils leurs courses en ville ? La MonA les intéressera-t-il ?
- 🗨️ C'est « facile » de trouver des personnes précaires, la question porte donc plus sur le ciblage des plus aisés
- 🗨️ La question de la représentativité = est-ce une position financière ou politique ? pour moi c'est un projet social avant tout
- 🗨️ Représentativité pour être exemplaires au niveau national
- 🗨️ Représentativité pour mixité sociale, sortir de l'entre-soi
- 🗨️ La mixité est là dans tous les cas, enjeu vise la représentativité plus stricte
- 🗨️ Prise de conscience du mécanisme 1€ / 1€ au dernier comité citoyen -> très important de partager les décisions/infos d'un CC à l'autre
- 🗨️ La représentativité donne des arguments pour la SSA
- 🗨️ On est dans un virage très important pour le CC, on se pose la question de la réalité économique, donc ça devient moins confortable. Il y a la question de la démocratie concrète. Quelle place pour l'expression des personnes précaires ? -> c'est important de les surreprésenter pour leur donner plus de place. La représentativité dans l'expérimentation ne prouve pas la faisabilité à une plus grande échelle (de taille et de durée).
- 🗨️ La démocratie interne est-elle plus importante que l'exemplarité de la représentativité ?
- 🗨️ Il n'y a pas d'incohérence entre surreprésentation dans le CC et représentativité dans les participants -> c'est un système à imaginer
- 🗨️ On peut être précaire et cotiser plus qu'1€

Phase 1 : le traitement a différencié les personnes représentatives de l'ensemble des participants (les chiffres nous permettent de voir que si on ne prend que le panel représentatif, la cotisation moyenne est à 64€). Donc sur l'argument politique, on peut répondre avec une représentativité partielle.

- 🗨️ On peut mobiliser d'autres sources que Terassol pour aller plus loin sur le volet social
- 🗨️ Puisque le CC va tourner, comment s'assurer que les nouveaux entrants seront représentatifs => c'est possible via tirage au sort
- 🗨️ Il faut développer un argumentaire sur la participation
- 🗨️ Diffusion possible au pcf pour toucher personnes aisées (?)
- 🗨️ Argumentaire peut être travaillé dans le groupe Parlons de la caisse ?
- 🗨️ Organiser des réunions pour tester ce qu'ils seraient prêts à cotiser ?
- 🗨️ Il y a besoin de sortir du vocabulaire riches/pauvres
- 🗨️ Organiser rapidement premières réunions de mobilisation pour aussi, en échangeant avec eux, comprendre les motivations/développer argumentaires :
- 🗨️ Il faut s'appuyer sur les participants qui connaissent des personnes intéressées, y compris pour apporter leurs contributions
- 🗨️ Rappel que les hauts revenus auront plus de chance d'être tirés au sort

- 🗨 Aller recruter sur les marchés ?
- 🗨 L'efficacité du recrutement est liée à la poursuite du processus de conventionnement (pb mis en avant dans les participants actuels, certains demandent d'avoir moins de mona)
- 🗨 Est-il possible de proposer des allocations de moins de 100€ ? pour l'instant, non
- 🗨 À 300, il suffirait que chaque participant trouve un volontaire